

La réforme de la législation sur les cultes et les organisations philosophiques non confessionnelles

Note additionnelle
du Groupe de travail
instauré par Arrêté Royal du 13 mai 2009
Avril 2011

Louis-Léon CHRISTIANS (co-président)
Michel MAGITS (co-président)
Caroline SÄGESSER
LUC DE FLEURQUIN

Introduction

A la suite de la présentation du Rapport du Groupe de travail d'octobre 2010 aux différents Gouvernements régionaux, aux Représentants des communautés convictionnels, et aux Membres de la Commission de la Justice de la Chambre des Représentants, un certain nombre de questions et de demandes d'éclaircissements ont été adressées au Groupe de travail. Le mandat du Groupe a été prolongé à cette fin au 31 mars 2011 par Arrêté ministériel du 26 janvier 2011.

La présente note n'entend pas répondre point par point à l'ensemble des questions ponctuelles qui ont été posées. Certaines relevaient d'évaluations techniques ou politiques qui ne sont pas de la compétence du Groupe de travail. D'autres impliquent en fait des négociations factuelles avec les Communautés convictionnelles et n'appellent pas de réponses d'experts.

La présente note se présente comme une réflexion transversale et synthétique tirée des interpellations les plus significatives. La présente note entend éclairer la bonne compréhension du rapport initial, mais n'en modifie pas le texte, sauf sur trois points :

- l'indication du cadre catholique dans le corps du rapport (p. 60-61) ne vise pas un nombre ETP équivalents temps plein mais des postes de cadre actuellement occupés, ce nombre devant lui-même être revu depuis la publication du Rapport (3202 au lieu de 3401) ;
- les notes minoritaires au sein du Conseil supérieur pourraient être individuelles (mod. art. 61 de l'avant-projet).
- la référence à la loi sur le contrat de travail est remplacée par une référence au *droit du travail* aux articles 30 al 2 et 32 §3, al. 2 de l'avant-projet.

Les experts du Groupe de travail ont conscience de l'importance et du caractère ouvert de nombreuses questions à débattre. Ils ont toutefois entendu aller de l'avant, conformément à leur mandat, par des pistes concrètes, plutôt que de se borner à une discussion théorique.

1. Observations complémentaires sur le cadre global

Le **Conseil central laïque** observe que le Groupe de travail *s'en est tenu à une confirmation de la situation actuelle* qui, selon lui, correspond à une *surreprésentation pour les ministres du culte catholique* et une *sous-représentation pour toutes les autres convictions reconnues*. En l'absence de données fiables et crédibles en matière de répartition des convictions et des pratiques, le Groupe de travail est en effet d'avis qu'il convient d'attendre les résultats de l'enquête scientifique dont il préconise l'organisation rapide pour élaborer un nouveau cadre. La proposition de cadre temporaire du Groupe de travail, destinée à entrer en vigueur sans attendre les résultats de cette enquête, est basée sur la situation d'occupation effective actuelle du cadre, sauf pour les communautés islamique et bouddhiste, en pleine structuration, pour lesquelles une marge de croissance a été prévue. La modification la plus importante vise précisément le culte catholique, dont le cadre théorique passe de 7275 à 3401 unités. A ce propos, il est à remarquer que le Groupe de travail a formulé sa proposition de cadre temporaire (p. 60 du Rapport (VF)) sur base du nombre de places occupées. En réalité, le nombre de personnes qui occupent ces places est plus réduit (voir p. 164 et suivantes du Rapport (VF)). La situation en matière d'occupation du cadre évolue par ailleurs rapidement. Le Groupe de travail suggère donc que dans l'hypothèse de l'adoption d'un cadre temporaire dans la ligne de sa proposition, de nouveaux chiffres soient retenus en conformité avec la situation d'occupation du cadre au moment de l'adoption de la réforme.

D'autre part, plusieurs organes représentatifs demandent une modification de la proposition de cadre temporaire du Groupe de travail en ce qui concerne leur situation personnelle : **la communauté bouddhiste** souhaite obtenir d'emblée un cadre de 100 équivalents temps plein, alors qu'aucun délégué bouddhiste n'est actuellement rémunéré par le SPF Justice et que le Groupe de travail prévoit un

cadre temporaire de 31 unités. Le **Conseil central laïque** réclame d'entamer dès 2011 une deuxième phase de développement de son cadre avec pour objectif d'atteindre un cadre de 4 délégués par service, un service étant implanté dans chaque canton électoral, soit un total de 966 délégués (pour 354 actuellement). L'**Exécutif des Musulmans** regrette que *le nouveau cadre ne corresponde pas tout-à-fait aux attentes de la communauté musulmane* mais laisse au prochain organe représentatif de la communauté musulmane le soin de se prononcer. Le **culte protestant-évangélique** argue de la possible reconnaissance de 80 à 100 nouvelles communautés locales pour déplorer que la proposition de cadre ne soit pas évolutive. A noter que le **culte orthodoxe** proteste contre le chiffre de 49 desservants et souhaite le remplacer par celui de 54 desservants. Cependant, la proposition du Groupe de travail, basée sur le cadre actuel, est de 57 postes.

Le Groupe de travail rappelle que sa proposition de cadre est basée sur la situation effective actuelle, avec une marge de croissance immédiate pour les seules communautés bouddhiste et islamique. Les résultats de l'enquête scientifique préconisée devront rapidement déboucher sur l'adoption d'un nouveau cadre basé sur des critères objectifs et vérifiés.

Certains membres de la commission de la Justice et l'ensemble des communautés confessionnelles se sont inquiétés d'une proposition qui ne prévoirait que 5 % de variation du cadre ; le Groupe de travail rappelle que cette marge de 5 % (article 29 § 2) ne vise que d'éventuelles modifications rendues nécessaires par des situations ponctuelles entre deux révisions quinquennales de ce cadre.

Certains membres de la commission de la Justice s'interrogent sur la pondération des différents critères d'évaluation pour l'adaptation du cadre ; le Groupe de travail recommande en effet de tenir compte de :

- la proposition de l'organe représentatif ;
- le nombre de communautés locales reconnues par les Régions et la Communauté germanophone ;
- l'évolution de l'occupation du cadre durant les années précédentes ;
- les résultats des enquêtes scientifiques décennales ;
- l'avis du Conseil consultatif des communautés convictionnelles.

Il n'est pas possible d'élaborer une « formule mathématique » qui indiquerait la façon de calculer le cadre de chaque communauté convictionnelles. Selon le Groupe de travail, les résultats de l'enquête scientifique constituent l'élément le plus important à prendre en compte, les autres critères étant susceptibles de confirmer ou d'infirmer ses indications.

Certains membres de la commission de la Justice se sont inquiétés d'un possible impact social d'une révision du cadre à la baisse suite aux résultats de l'enquête scientifique. Le Groupe de travail rappelle que les résultats de l'enquête ne peuvent avoir un effet directement mécanique sur le cadre, et recommande de prévoir des en pareil cas une transition douce, qui privilégie les départs naturels ou volontaires

A propos de l'affectation de personnel auprès de l'organe représentatif :

La proposition du Groupe de travail de limiter l'affectation de personnel auprès de l'organe représentatif à 10 % maximum du cadre total est critiquée par la **communauté bouddhiste**, qui estime que cette proposition constitue *un obstacle à la bonne organisation des communautés convictionnelles minoritaires*, et par le **Conseil central laïque**, au nom du *respect du principe d'autonomie* des organisations convictionnelles. Bien que le Groupe de travail reconnaisse le bien fondé de ces observations, il estime important de maintenir cette condition. En effet, la justification principale du financement public des organisations convictionnelles réside dans leur utilité sociale. Celle-ci ne peut manifestement se déployer que dans le cadre de l'assistance spirituelle et morale de terrain, auprès de la population. Les communautés convictionnelles dont les besoins administratifs, de gestion ou d'encadrement dépassent les 10 % du cadre fixé au SPF Justice devront les financer sur fonds propres.

II. Observations complémentaires sur les catégories et barèmes

Les organes représentatifs de toutes les communautés convictionnelles ont présenté des demandes d'ajustement de la classification barémique proposée.

En particulier, **l'ensemble des communautés convictionnelles** demandent une réduction du nombre de catégories de fonctions, via la fusion des catégories C1 et C2 en une catégorie C dont la rémunération correspondrait à la moyenne de celles des niveaux C1 et C2. Le **Conseil central laïque** proteste contre la suppression de barèmes intermédiaires actuellement d'application dans son cas, et souhaite l'ajout d'autres catégories intermédiaires.

Soucieux de maintenir une certaine uniformité entre les situations des différentes communautés convictionnelles, le Groupe de travail estime préférable de s'en tenir à sa proposition, d'un nombre de catégories intermédiaires entre les desiderata des uns et des autres. Il observe par ailleurs que les communautés convictionnelles confessionnelles expriment le souhait de disposer d'éléments de flexibilité pour rencontrer des situations différentes au niveau de leur personnel (cumul de plusieurs charges, coût de la vie plus élevé, etc.), ce que le maintien des deux catégories C1 et C2 leur permet précisément.

Prévoir davantage de catégories, ainsi que le souhaite le Conseil central laïque, et les généraliser à toutes les communautés convictionnelles, entraînerait un surcroît de travail important pour la gestion du personnel, et rendrait la planification budgétaire particulièrement ardue, dans l'impossibilité (constitutionnelle) où sont les pouvoirs publics d'intervenir dans les nominations aux postes de ministres ou de délégués. Un système avec de nombreux barèmes intermédiaires n'est sans doute concevable que dans le cadre d'un système d'enveloppes, dont les inconvénients ont été soulignés dans le Rapport du Groupe de travail.

Le **Conseil central laïque, rejoint par divers questions des membres de la Commission de la Justice (PS, Ecolo)** proteste contre l'attribution au seul culte catholique d'une fonction de rang A1 (correspondant à la fonction actuelle d'archevêque) et à l'octroi de 7 fonctions de niveau A2 (correspondant aux fonctions actuelles d'évêques) pour ce culte, contre 1 ou 2 pour les autres communautés convictionnelles. Le Groupe de travail a estimé que l'héritage historique, d'une part, et la taille très supérieure du culte catholique d'autre part, par rapport à celle des autres communautés convictionnelles justifiait le maintien d'un nombre de postes d'encadrement plus important. Une motivation analogue justifie le nombre de fonctions de niveau B attribuées au culte catholique, ainsi que la nécessité pour ce culte de disposer de fonctions d'encadrement, vu le nombre élevé de postes dont il dispose aux niveaux C et D. Bien entendu, les répartitions de postes peuvent être modifiées lors de la révision quinquennale du cadre proposée par le Groupe de travail.

Au niveau du nombre de postes de chaque catégorie :

Le **culte orthodoxe** demande la suppression de la catégorie D, dont il dit ne pas comprendre pourquoi elle lui est imposée, et pas aux cultes anglican et israélite. Le Groupe de travail s'est basé sur la situation actuelle, où le culte orthodoxe connaît, à l'instar du culte catholique, une fonction de vicaire, alors qu'il n'y a pas de fonction correspondante pour les cultes israélite et anglican.

Le **culte israélite** demande la suppression des catégories A2 (un poste) et B2 (2 postes) et l'obtention de 5 postes de niveau B1 à la place.

Le Groupe de travail s'est basé sur la situation actuelle des fonctions au sein des différentes communautés convictionnelles et a tenu compte de la nécessité d'une certaine uniformisation entre elles, ea pour l'affectation d'au moins un poste de niveau A à chacune d'entre elles. A ce stade, il ne lui paraît pas opportun de déroger à ces axes et de permettre une trop grande individualisation des situations.

Au niveau des barèmes de rémunération :

Le **Conseil central laïque** proteste contre l'absence de barémisation pour les fonctions de niveau A. Le Groupe de travail a estimé indispensable de bloquer la rémunération des fonctions de niveau A comme corollaire de la possibilité offerte à ce niveau de déroger à la règle de la prise de la pension obligatoire à 65 ans. Par ailleurs, le niveau de rémunération prévu est déjà élevé.

Plusieurs communautés convictionnelles s'inquiètent de possibles pertes de rémunération pour leurs ministres ou délégués lors de l'entrée en vigueur des nouveaux barèmes. Le Groupe de travail a précisément recommandé d'établir des mesures de transition afin que le changement ne se solde pour personne par une perte de rémunération.

Au niveau de l'ancienneté :

Les communautés convictionnelles confessionnelles demandent que l'ancienneté des ministres des cultes soit calculée à partir de 2002, la date de reconnaissance de la communauté philosophique non confessionnelle. La **communauté bouddhiste** réclame qu'il ne soit pas dérogé aux règles en vigueur dans la fonction publique, et qui permettent de valoriser une ancienneté acquise dans une autre fonction (même bénévole).

Le Groupe de travail estime que la nécessité de maintenir la croissance du budget affecté aux cultes et à la laïcité dans des proportions raisonnables ne permet pas de rencontrer cette demande. Par ailleurs, il souligne la difficulté d'apprécier la pertinence d'une ancienneté acquise dans une fonction autre que celle de ministre du culte ou de délégué, alors même que celle-ci devrait être réservée à l'organe représentatif ce qui mettrait les pouvoirs publics devant le fait accompli.

Le Groupe de travail souligne encore que la plupart des délégués laïques n'ont pas été engagés en 2002, mais ultérieurement. Par ailleurs, les délégués néerlandophones du CCL n'ont pu faire valoir aucune ancienneté antérieure à leur engagement.

III. Observations complémentaires sur les pensions

Les **communautés convictionnelles confessionnelles** souhaitent des dérogations supplémentaires à la règle de la prise de la pension à 65 ans. Le **culte israéliite** invoque une perte de statut pour ses ministres ayant dépassé cet âge, dans l'hypothèse où ils resteraient en fonction sur base volontaire.

Le Groupe de travail rappelle à cet égard que la mise à la pension obligatoire à 65 ans répond à deux nécessités, d'une part celle de permettre aux ministres des cultes de bénéficier de ce droit commun à l'ensemble des travailleurs, et d'autre part celle de maintenir le budget des Cultes et de la laïcité dans une limite acceptable. Il rappelle que les ministres du culte admis à la pension demeureront bien évidemment libres d'exercer des fonctions à la demande de l'organe représentatif, et ce, à titre volontaire.

Le **Conseil central laïque** estime discriminatoire la possibilité offerte aux postes de niveau A de rester en fonction au-delà de l'âge de 65 ans. Le Groupe de travail ayant observé que la plupart des ministres des cultes actuellement en fonction dans des postes correspondant à ce niveau avaient plus de 65 ans a estimé logique d'établir cette dérogation. En son absence, les communautés convictionnelles pourraient estimer leur autonomie limitée par l'impossibilité de nommer à ces fonctions des personnes âgées de plus de 65 ans, comme c'est fréquemment le cas actuellement.

Les implications financières de la retraite obligatoire à 65 ans n'ont pas été chiffrées en détail comme cela a été fait pour les traitements. Toutefois, une concertation a eu lieu avec des représentants du département des pensions. Il en est ressorti que la proposition serait financièrement réalisable. En la matière, le Groupe de travail souligne que le bénévolat réduit fortement la nécessité d'un remplacement rapide. De surcroît, il y a l'effet de retour financier qui lui non plus n'a pas été chiffré.

IV. Observations complémentaires sur les Organes représentatifs

Plusieurs communautés convictionnelles souhaitent que le régime de déductibilité fiscale des dons, prévu pour les communautés locales reconnues, soit étendu aux organes représentatifs. Tout en rappelant que sa proposition vise également à permettre une économie compensatoire pour les pouvoirs publics qui ont des obligations de financement vis-à-vis des établissements publics des cultes reconnus, le Groupe de travail n'est pas opposé à l'extension éventuelle de ce mécanisme aux organes représentatifs.

Plusieurs communautés convictionnelles ont évoqué la question de la formation des ministres et délégués, dont la proposition du Groupe de travail confie la responsabilité à l'organe représentatif. Le Groupe de travail souligne que l'article 21 de la Constitution en l'état ne permet pas aux pouvoirs publics d'imposer des conditions de formation aux ministres des cultes. Par ailleurs, en ce qui concerne l'organisation et le financement de telles formations, le Groupe de travail estime qu'il s'agit d'une responsabilité qui devrait incomber à d'autres niveaux de pouvoir que l'Autorité fédérale, et principalement aux Communautés. Cependant, le coût de formations techniques ou administratives destinées au personnel affecté à l'organe représentatif pourrait être pris en charge par le subside accordé à celui-ci. Le Groupe de travail est par ailleurs d'avis qu'il convient d'encourager le développement de formations convictionnelles en Belgique et souhaite que les entités fédérées y soient attentives en ce qui concerne leurs compétences propres tant en matière d'enseignement que de formation continuée.

A propos du financement de l'organe représentatif, le **Conseil central laïque** demande que soit établi un relevé du coût financier assumé par les provinces et la Région de Bruxelles-Capitale pour la mise à disposition et l'entretien de bâtiments en faveur des organes représentatifs des communautés convictionnelles confessionnelles. Le Groupe de travail rappelle que sa proposition prévoit l'octroi d'un subside destiné à couvrir les frais engagés par l'organe représentatif pour acquérir ou occuper des bâtiments *seulement dans le cas où les pouvoirs publics n'en mettent pas à sa disposition*. Il ne lui semble pas indiqué de chercher à

octroyer à chaque organe représentatif la même somme, étant donné d'une part la disparité en matière de taille des communautés convictionnelles et d'autre part l'existence de situations particulières héritées du passé (mise à disposition de bâtiments vs. octroi d'un subsidé, entretien d'un immeuble classé vs. entretien d'un plateau de bureau etc.)

Le Centre d'action laïque exprime sa préoccupation quant à la tenue de la comptabilité des organes représentatifs. Selon le Groupe de travail, il est évident que les organes représentatifs, constitués sous forme d'asbl ou de fondation, seront tenus de respecter les règles de comptabilité prévues par le droit commun pour ces établissements.

Le CD&V estime qu'imposer une forme juridique à l'organe représentatif constitue une atteinte à l'autonomie des cultes prévue à l'article 21 de la Constitution. Le Groupe de travail ne partage pas cet avis, étant donné le choix qui est offert entre la dénomination de l'asbl ou de la fondation : seules les dénominations commerciales sont exclues. Par ailleurs, le Groupe de travail estime indispensable que l'organe représentatif d'une communauté convictionnelle dispose d'une telle personnalité juridique, afin notamment d'être apte à recevoir des dons et des subsidés.

Si néanmoins, on devait estimer que cette disposition ou les dispositions qui définissent le rôle des organes représentatifs étaient contraires à l'article 21 de la Constitution, le Groupe de travail rappelle qu'il en recommande la modification (p. 98 du rapport (VF)).

V. Observations complémentaires sur l'enquête scientifique

Les **communautés convictionnelles** soulignent la nécessité d'une réflexion approfondie à propos des modalités d'organisation de cette enquête, les critères d'affiliation et les pratiques étant variables d'une communauté convictionnelle à l'autre. Les plus petites communautés s'inquiètent de l'évaluation de leur représentativité.

Le Groupe de travail est conscient de cela, c'est la raison qui lui a fait opter pour une enquête scientifique, dont l'organisation sera pilotée par un groupe d'experts pluraliste, plutôt que pour une simple consultation populaire qui ne pourrait qu'être réductrice dans la question posée. Le Groupe de travail considère qu'il est impératif de prendre en compte tant les convictions que les pratiques de la population, car il est évident qu'il peut y avoir une grande différence entre les unes et les autres, dans un contexte de pluralisme accru. Par exemple, de nombreuses personnes ne fréquentent aucun lieu de culte ou aucun établissement d'assistance morale, quelles que soient leurs convictions, mais il est également concevable que d'autres fréquentent de temps en temps des lieux relevant de plusieurs communautés convictionnelles. A la différence des techniques binaires des consultations populaires, l'enquête visée par le Groupe de travail, construite de façon objective et pluraliste, permet une approche ouverte adaptée à la complexité du champ contemporain des convictions, en obtenant des réponses à une variété de questions. Ce type de méthode permet d'échapper à tout risque de manipulation de l'opinion. Le Groupe de travail recommande que les modalités de l'enquête fassent l'objet d'un arrêté royal délibéré en conseil des Ministres.

VI. Observations complémentaires sur le système de l'enregistrement et de la reconnaissance.

Le système de cascade.

Le système d'enregistrement et/ou de reconnaissance existe dans un certain nombre de pays en Europe.

Dans leurs observations, les communautés convictionnelles reconnues n'ont exprimé aucune objection à l'encontre de cette proposition.

En Espagne, les religions profondément ancrées dans le pays sont enregistrées. Ces religions enregistrées peuvent alors conclure un accord avec l'Etat et partant, bénéficier d'avantages légaux et financiers. Il n'existe toutefois aucun critère pour définir l'ancrage profond.

Le Danemark distingue les religions reconnues et les religions admises mais les différences qui les séparent sont minimes.

La proposition du Groupe de travail se rapproche davantage du système autrichien, principalement en raison du fait qu'il est très proche de la situation belge. Lorsque la Cour européenne des droits de l'homme a condamné l'Autriche, entre autres, dans l'arrêt n° 40825/98 Religionsgemeinschaft der Zeugen Jehovas et autres c. Autriche, elle n'a pas critiqué le système d'enregistrement mais bien la longue durée et le traitement inéquitable des communautés convictionnelles.

Le Groupe de travail ne s'attend donc pas à des critiques fondamentales du point de vue des droits de l'homme (CD&V). Tout d'abord, une

communauté convictionnelle n'est pas tenue de demander l'enregistrement afin de bénéficier de l'ensemble des libertés en matière de religion. Ensuite, la proposition du Groupe de travail avance des critères ouverts, clairs, équitables et donc objectifs tant pour l'enregistrement que pour la reconnaissance. Actuellement, de tels critères font défaut pour l'obtention de la reconnaissance, créant ainsi une situation d'inégalité entre les communautés convictionnelles, situation qui a fait l'objet de critiques dans la jurisprudence. Troisièmement, le système d'enregistrement proposé n'est qu'une adaptation de ce qui existe déjà et des critères ouverts, clairs, équitables et donc objectifs sont instaurés dans ce cadre également pour remplacer la notion floue de communauté convictionnelle « sérieuse ».

Le coût du nouveau système.

Plusieurs questions de membres de la Commission de la Justice concernent le coût de la nouvelle proposition en matière d'enregistrement et de reconnaissance ainsi que la crainte que le système d'enregistrement n'entraîne une augmentation des demandes et ne constitue par ailleurs qu'une étape vers la reconnaissance (Déom, Rutten, Genot, Régions).

Selon l'information reçue des fonctionnaires compétents, le SPF Finances ne dispose pas d'un aperçu de l'ensemble des édifices destinés aux communautés convictionnelles qui bénéficieraient actuellement d'une exonération du précompte immobilier, ni d'un aperçu de jurisprudence y afférente. Le coût actuel n'est, par conséquent, pas connu.

Contrairement aux craintes émises par certains membres de la Commission de la Justice dans leurs questions, la possibilité de demander l'exonération du précompte immobilier est quelque peu limitée par le biais du système de l'enregistrement, à savoir par la condition de présence d'au moins cinq implantations en Belgique. D'autres critères tels que le respect des droits de l'homme et la participation libre, publique et accessible aux activités de la communauté convictionnelle peuvent faire en sorte que certains mouvements contestés éprouvent des difficultés à demander l'enregistrement.

Selon le Groupe de travail, des abus du système pour des raisons fiscales (Rutten, Genot) sont dès lors plutôt possibles dans le système actuel étant donné que ni l'administration ni la jurisprudence ne disposent de critères établis afin de juger du sérieux de la communauté convictionnelle requérante.

Le Groupe de travail estime, par conséquent, que le coût du système d'enregistrement sera probablement plus faible mais considère que même si le nombre de demandes était tout de même plus élevé (quod non), cela n'est pas important par rapport au fait qu'à l'avenir, les critères seront définis par la loi et présenteront un caractère ouvert, clair, et équitable. Par conséquent, l'administration disposera à l'avenir d'une base légale pour évaluer les demandes d'exonération de précompte immobilier.

Dans ce sens, l'enregistrement peut plutôt être considéré comme un filtre administratif (Brotcorne), puisque l'autorité pourra disposer à l'avenir d'un aperçu des communautés convictionnelles qui bénéficieront de l'exonération du précompte immobilier et saura également de façon claire qui agit en tant que responsable pour ces communautés convictionnelles. Toutefois, l'enregistrement est plus qu'un simple filtre administratif en raison des conditions requises.

Elements de contenu

Bien que le Groupe de travail se soit inspiré du système autrichien, il a fortement limité le nombre d'années de présence requise (Deom, Schoofs, Bracke). Au niveau européen, les « lignes directrices visant l'examen des lois affectant la religion ou les convictions religieuses », établies conjointement par l'OSCE et la Commission de Venise, plaident pour une période relativement courte. En outre, la Cour européenne des droits de l'homme a formulé des critiques à l'encontre des délais prévus dans les systèmes autrichien (20 ans) et russe (15 ans).

La jurisprudence européenne n'est pas favorable à l'imposition d'une longue période, principalement à l'égard de communautés convictionnelles dont l'évolution s'étale sur plusieurs décennies déjà et qui, par suite de migration, ne sont présentes que depuis relativement peu de temps dans un pays. Les cinq années minimum de présence et les cinq implantations témoignent d'ailleurs d'une certaine utilité sociale.

Le Groupe de travail considère que la remarque de plusieurs membres de la Commission de la Justice selon laquelle les articles 7, 7° et 13, 8° sont formulés de manière trop large est justifiée. Le Groupe de travail propose de modifier ces articles comme suit : l'engagement de la communauté convictionnelle à écarter de l'organisation [...], tout individu condamné pour avoir agi ou appelé à agir en violation des principes ...

La proposition du groupe de travail confirme la reconnaissance existante des sept communautés convictionnelles déjà reconnues actuellement et ajoute au rang des communautés convictionnelles reconnues (art. 15) la communauté convictionnelle bouddhique, dont la demande est actuellement pendante.

Ces huit communautés convictionnelles ne sont, par conséquent, plus tenues de se soumettre à la nouvelle procédure d'enregistrement et de reconnaissance, ce bien entendu tant qu'elles satisferont aux critères repris dans la loi. Les Régions règlent par voie de décret l'organisation de la gestion matérielle et financière des communautés locales. Par conséquent, le Groupe de travail propose de clarifier préalablement cette compétence en ce qui concerne les communautés convictionnelles non confessionnelles.

L'enregistrement et la reconnaissance s'appliquent bien entendu à l'ensemble de la communauté convictionnelle, ce qui signifie que les communautés convictionnelles locales devront solliciter uniquement encore la reconnaissance par l'autorité régionale (Déom). C'est pourquoi le Groupe de travail appuie la remarque des Régions wallonne et bruxelloise qui vise à prévoir l'avis des Régions dans la procédure d'enregistrement.

L'enregistrement et la reconnaissance concernent la communauté convictionnelle même, ce qui signifie que les paroisses distinctes ou les associations paroissiales y échappent (Déom).

Actuellement, nous ne disposons d'aucune donnée chiffrée fiable et admissible par tous concernant le nombre d'adeptes d'une communauté convictionnelle dans notre pays, de sorte qu'il nous est impossible de répondre précisément à la question de savoir quelles sont les autres communautés convictionnelles qui sont également susceptibles d'introduire une demande d'enregistrement ou de reconnaissance (Déom). En ce qui concerne l'enregistrement, la condition de présence d'au moins cinq implantations pourrait limiter le nombre de demandes alors qu'en ce qui concerne la reconnaissance, celle-ci ne peut être sollicitée qu'au terme de cinq ans d'enregistrement (donc, au plus tôt, en 2016/17) et moyennant et d'un nombre d'adeptes d'au moins 25 000 habitants. Le Groupe de travail estime que peu de communautés convictionnelles satisfont actuellement à cette dernière condition. En outre, il revient à la communauté convictionnelle de prendre elle-même l'initiative de solliciter l'enregistrement et éventuellement, par la suite, la reconnaissance dans la mesure où la transition n'est pas automatique.

De surcroît, en cas de scission au sein d'une communauté convictionnelle reconnue, la communauté convictionnelle dissidente perdrait les avantages de la reconnaissance, ce jusqu'au moment où elle aurait épuisé l'ensemble de la procédure, longue d'au moins dix ans.

L'avis des Régions n'est pas contraignant (Schoofs), aussi parce qu'en Belgique, l'autorité fédérale est la seule compétente en matière de reconnaissance des communautés convictionnelles. Toutefois, l'avis des Régions est prévu car les communautés convictionnelles, après avoir été reconnues par l'autorité fédérale, peuvent solliciter la reconnaissance des communautés convictionnelles locales auprès des Régions.

A l'égard des mouvements sectaires (Schoofs, CD&V, Genot), le Groupe de travail a intégré quelques éléments dans sa proposition. Primo, l'avis du

Centre d'information et d'avis sur les organisations sectaires nuisibles sera recueilli dans le cadre de la procédure d'enregistrement.

Secundo, les critères incluent des conditions de fond auxquelles les organisations sectaires pourront difficilement répondre, comme la participation libre, publique et accessible aux activités de la communauté convictionnelle.

Enfin, le Groupe de travail estime que l'on peut considérer un délai de 100 jours comme raisonnable pour constituer sa défense. Jusqu'à ce que la décision ait été prise, il ne se passera rien pour envers la communauté convictionnelle concernée (Schoofs).

En ce qui concerne l'article 1408, §1^{er}, al. 3, du Code judiciaire, relatif aux biens qui ne peuvent être saisis, la proposition du Groupe de travail ne modifie rien au contenu de la législation actuelle mais définit clairement qui peut invoquer cet article (Genot).

VII. Observations complémentaires sur le statut des ministres et délégués.

Statut de droit du travail

Le Conseil central laïque estime qu'un propre statut de droit du travail pour les ministres ou délégués crée de facto une inégalité entre les ministres ou délégués des différentes communautés convictionnelles.

Le Groupe de travail estime que d'une part l'autonomie et d'autre part la spécificité de chaque communauté convictionnelle justifient la possibilité de choix.

Les droits des ministres ou délégués individuels sont d'ailleurs protégés par le renvoi fait au droit du travail si la communauté convictionnelle omettait de définir un statut.

L'ensemble des communautés convictionnelles confessionnelles s'interroge quant à l'interprétation de l'article 31 portant sur les communautés convictionnelles enregistrées et de l'article 32 concernant les communautés convictionnelles reconnues.

L'article 32, §1^{er}, dispose que les ministres et les délégués qui sont inscrits au cadre, financé par l'autorité civile, possèdent un statut sui generis qui est déterminé par la loi. Cela concerne l'ensemble des droits et devoirs inscrits dans la proposition du groupe de travail, principalement sur le plan du droit social et du droit en matière de sécurité sociale.

L'article 32, §3, dispose que l'organe représentatif fixe le statut de ses ministres ou délégués établissant les droits et devoirs de chacun d'entre eux au sein de sa communauté.

En fonction du travail effectué (p.ex. travail de terrain, fonction administrative), des différences peuvent éventuellement y être apportées qui se justifient par la fonction concernée.

A défaut de statut fixé par chaque communauté convictionnelle, la proposition renvoie à la loi relative aux contrats de travail.

Un membre de la Commission de la Justice (Brotcorne) souligne cependant que la juridiction compétente en cas de litige entre un ministre ou délégué et l'organe représentatif qui a omis de fixer un statut, pourrait statuer qu'aucun contrat de travail n'a été conclu, par exemple en raison du fait qu'il manque un lien clair de subordination/d'autorité et que dès lors la loi relative aux contrats de travail ne trouverait pas à s'appliquer. Afin d'éviter cette éventualité, le Groupe de travail propose de remplacer le renvoi à la loi de 1978 inscrit aux articles 30, al. 2, et 32, §3, al. 2, par un renvoi au droit du travail. Le groupe de travail relève également qu'une thèse de doctorat récente, défendue à la Vrije Universiteit Brussel, a démontré scientifiquement que le droit du travail est d'application dans des circonstances où un travail est effectué sans qu'il soit question d'un lien d'autorité spécifique.

Dans le cadre du statut, il est également déterminé ce qu'il y a lieu d'entendre par disponibilité maximale. L'ensemble des communautés convictionnelles confessionnelles estiment voir une contradiction entre le premier et le deuxième alinéas de l'article 36 et préconisent que des règles internes fixent la disponibilité maximale.

Le Groupe de travail indique que le premier alinéa fait référence, pour la disponibilité maximale, à une durée hebdomadaire moyenne de travail de la fonction publique et que le deuxième alinéa charge les organes représentatifs de déterminer eux-mêmes les modalités. Il va de soi que selon la nature de la fonction (travail de terrain ou travail administratif), des modalités différentes peuvent être fixées.

Les traitements

Les traitements des ministres ou des délégués sont fixés en prenant comme points de référence, d'une part les traitements des délégués des organisations non confessionnelles et, d'autre part le traitement cumulé

des ministres du culte catholique essentiellement. Le Groupe de travail a, en outre, recherché une égalité entre l'ensemble des ministres ou délégués.

A cet effet, les traitements de la plupart des ministres (à l'exception de la catégorie la plus élevée) sont majorés et (l'allocation pour) la résidence est supprimée si bien que le droit commun est applicable. Les implications financières ont été chiffrées au sein du SPF Justice par la Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux, service des cultes et de la laïcité (Brotcorne).

Le Groupe de travail ne partage pas le constat selon lequel la proposition représente une sérieuse détérioration du statut financier des ministres du culte catholique (CD&V). On ne retrouve aucune indication allant dans ce sens dans les remarques conjointes des communautés convictionnelles confessionnelles. De surcroît, l'article 42, §3, contient une disposition qui exclut toute diminution de traitement.

L'autorité finance les communautés convictionnelles en raison de leur utilité sociale qui est réalisée par l'action qu'elles mènent envers la population. Cela requiert une disponibilité à temps plein et n'est, par voie de conséquence, pas compatible avec l'exercice d'autres activités professionnelles, de sorte que le cumul est interdit (CD&V, PS). L'ensemble des communautés convictionnelles confessionnelles se posent, elles aussi, des questions concernant l'interdiction de cumul, notamment la communauté juive qui craint principalement que les salaires peu élevés constitueront un frein au recrutement des ministres du culte et qui demande, pour cette raison, un cumul d'un tiers. Le Groupe de travail souligne, à cet égard, d'une part la majoration des traitements et d'autre part la possibilité pour un ministre du culte ou un délégué de travailler à temps partiel et partant, d'exercer d'autres activités professionnelles telles que l'enseignement convictionnel ou la fonction d'aumônier sans toutefois excéder 100% du salaire.

(L'allocation pour) la résidence

La cure est aujourd'hui susceptible d'avoir un triple rôle, à savoir résidence privée du ministre du culte, partie administrative de la fabrique d'église et,

pour le cures importantes, espace pour des activités pastorales. Seules les deux premières fonctions constituent une obligation financière pour la commune.

La première obligation sera supprimée et éventuellement remplacée par un loyer ; la deuxième possibilité d'utilisation demeure à charge de la commune, tandis que l'utilisation éventuelle de la cure pour des activités pastorales donne également lieu à une demande d'allocation (Brotcorne).

Le Conseil central laïque demande l'interdiction légale de la mise à disposition gratuite d'un logement ou de l'octroi d'une allocation de résidence. Le Groupe de travail estime que la suppression de l'obligation implique de facto une interdiction, sous réserve de l'autonomie financière de la commune.

Enfin, le Groupe de travail précise que le secret professionnel tel que défini à l'article 35, doit être interprété dans le sens du droit commun. A cet égard, la proposition ne modifie pas la réglementation existante (Brotcorne).

VIII. Observations complémentaires sur le Conseil supérieur des communautés convictionnelles

Le Conseil central laïque s'oppose à l'idée de créer un conseil supérieur des communautés convictionnelles. Il invoque un déséquilibre entre les experts universitaires et les représentants des convictions, des conditions trop exigeantes pour le dépôt de note minoritaire et la difficulté de prévoir un bureau lui-même équilibré convictionnellement.

Le Groupe de travail estime que ce dispositif multilatéral est un enjeu important d'intégration sociale et de transparence. L'importance d'une intégration des communautés convictionnelles, religieuses et philosophiques, est également un élément significatif pour assurer l'égalité entre toutes les convictions.

La proportion entre experts, représentants convictionnels et fonctionnaires, peut être modifiée sans altérer la logique du système.

De même, le Groupe de travail est favorable à une modification de son rapport principal pour admettre qu'une note minoritaire individuelle puisse être déposée. Il suggère que l'équilibre linguistique de chaque conviction soit assuré par la répartition entre membre effectif et membre suppléant.

Le Conseil ne disposant pas de pouvoir de décision, le Groupe recommande que le Conseil ne puisse délibérer que sur le mode du consensus. Concernant la récusation d'un représentant d'une communauté convictionnelle par un autre représentant, le Groupe estime qu'une telle faculté serait contraire au principe constitutionnel d'autonomie. En revanche, il appartient à la loi d'éventuellement prévoir les conditions, par exemple de sécurité, liées à cette représentation.

IX. Observations complémentaires sur les types d'implantations locales

A la lecture de plusieurs questions des membres de la Commission de la Justice, le Groupe de travail estime utile de clarifier que le régime proposé par le Groupe conduirait à recommander notamment aux Régions de distinguer quatre types d'implantations au plan local :

1. les implantations reconnues de communautés convictionnelles reconnues (par reconnaissance régionale en coopération avec les autorités fédérales) ;
2. les implantations déclarées par les communautés convictionnelles enregistrées (par enregistrement régional en coopération avec les autorités fédérales)
3. les implantations non reconnues au titre du régime public, mais néanmoins déclarées par l'organe représentatif des communautés convictionnelles reconnues (ces implantations bénéficieraient des mêmes avantages que la catégorie 2).
4. les autres implantations, constitutionnellement libres, mais sans soutien des pouvoirs publics.

Le Groupe de travail souligne l'importance de la catégorie 3 en vue de résorber divers effets négatifs d'incertitude, d'opacité ou de discrimination dans la mise en œuvre des régimes.

Table des matières

I. Observations complémentaires sur le cadre global.....	3
II. Observations complémentaires sur les catégories et barèmes.....	6
III. Observations complémentaires sur les pensions.....	9
IV. Observations complémentaires sur les Organes représentatifs	10
V. Observations complémentaires sur l'enquête scientifique	12
VI. Observations complémentaires sur le système de l'enregistrement et la reconnaissance.....	13
VII. Observations complémentaires sur le statut des ministres et délégués. Erreur ! Signet non défini. 9	
VIII. Observations complémentaires sur le Conseil supérieur des communautés convictionnelles.....	23
IX. Observations complémentaires sur les types d'implantations locales.....	24

**Hervorming van de wetgeving inzake
erediensten en niet-confessionele
levensbeschouwelijke organisaties**
Aanvullende nota
van de werkgroep
ingesteld bij koninklijk besluit van 13 mei
2009

April 2011

Louis-Léon CHRISTIANS (medevoorzitter)

Michel MAGITS (medevoorzitter)

Caroline SÄGESSER

Luc DE FLEURQUIN

Inleiding

Naar aanleiding van de voorstelling van het Verslag van de Werkgroep van oktober 2010 aan de verschillende gewestregeringen, de vertegenwoordigers van de levensbeschouwingen en de leden van de Commissie voor de Justitie van de Kamer van volksvertegenwoordigers kreeg de Werkgroep een aantal vragen en verzoeken om verduidelijking. Het mandaat van de Werkgroep werd daarom verlengd tot 31 maart 2011 bij ministerieel besluit van 26 januari 2011.

Deze nota heeft niet de intentie alle punctuele vragen punt voor punt te beantwoorden. Bepaalde vragen vielen onder technische of beleidsmatige evaluaties waarvoor de Werkgroep niet bevoegd is. Andere impliceren feitelijke onderhandelingen met de levensbeschouwingen en behoeven geen uitsluitel van deskundigen.

Deze nota is opgevat als een transversale en synthetische reflectie die ontleend is aan de meest significante interpellaties. De nota wil meer inzicht verschaffen in het initieel verslag, zonder de tekst ervan te wijzigen, behalve op drie punten:

- de indicatie van het kader van de katholieke levensbeschouwing in de verslagtekst (blz. 59 - 60) doelt niet op het aantal voltijdse equivalenten-VTE, maar op de thans ingevulde betrekkingen; dat aantal is aan herziening toe sinds de publicatie van het verslag (3202 in plaats van 3401);
- de minderheidsnota's in de Hoge raad kunnen individueel zijn (wijziging art. 61 van het voorontwerp);
- de verwijzing naar de wet betreffende de arbeidsovereenkomsten wordt vervangen door een verwijzing naar het *arbeidsrecht* in de artikelen 30, tweede lid, en 32 § 3, tweede lid, van het voorontwerp.

De deskundigen van de Werkgroep geven zich rekenschap van het belang en het open karakter van vele debatkwesties. Niettemin willen zij overeenkomstig hun mandaat vooruitgang boeken via concrete pistes, veeleer dan zich te beperken tot een theoretische discussie.

1. Aanvullende bemerkingen over het globaal kader

De **Centrale Vrijzinnige Raad** merkt op dat de **Werkgroep vasthoudt aan een bevestiging van de bestaande situatie** die, aldus de Raad, neerkomt op een **oververtegenwoordiging voor de bedienaars van de katholieke eredienst** en een **ondervertegenwoordiging voor alle andere erkende levensbeschouwingen**. Bij gebrek aan betrouwbare en aannemelijke gegevens inzake de verspreiding van de levensbeschouwingen en praktijken is de **Werkgroep** wel degelijk van mening dat de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek zouden moeten worden afgewacht, waarbij hij aanraadt dat dit spoedig zou worden georganiseerd met het oog op de uitwerking van een nieuw kader. Het voorstel inzake tijdelijk kader vanwege de **Werkgroep**, dat zal gelden zonder dat de resultaten van dat onderzoek gekend zijn, gaat uit van de bestaande situatie qua effectieve kaderinvulling, behalve ingeval van de islamitische en boeddhistische gemeenschappen, die in volle uitbouw zijn en waarvoor een groeiomarge is vastgesteld. De belangrijkste aanpassing is precies gericht op de katholieke eredienst, waarvan het theoretische kader teruggebracht is van 7275 naar 3401 eenheden. Daarbij moet worden opgemerkt dat de **Werkgroep** zijn voorstel van tijdelijk kader (blz. 59 van het verslag (NV)) heeft geformuleerd op basis van het aantal ingevulde betrekkingen. In werkelijkheid is het aantal personen dat deze betrekkingen invult kleiner (zie blz. 164 en volgende van het verslag (NV)). De situatie qua kaderinvulling evolueert overigens snel. De **Werkgroep** stelt dan ook voor dat, ingeval een tijdelijk kader in de lijn van zijn voorstel wordt aangenomen, nieuwe cijfers zouden worden gehanteerd volgens de situatie qua kaderinvulling geldend op het tijdstip van de goedkeuring van de hervorming.

Anderzijds vragen verschillende representatieve organen een wijziging van het voorstel van tijdelijk kader van de **Werkgroep** voor hun eigen situatie: de **boeddhistische** gemeenschap wenst terstond een kader van 100 voltijds

equivalenten, terwijl er thans aan geen enkele boeddhistische afgevaardigde een loon uitbetaald wordt door de FOD Justitie en de Werkgroep in een tijdelijk kader van 31 eenheden voorziet. De **Centrale Vrijzinnige Raad** wil vanaf 2011 een tweede ontwikkelingsfase betreffende zijn kader opstarten met het oog op een kader van 4 afgevaardigden per dienst, met implanting in ieder kieskantón, ofwel een totaal van 966 afgevaardigden (in plaats van de huidige 354). Het **Executief van de Moslims** betreurt dat *het nieuwe kader niet helemaal overeenstemt met de verwachtingen van de moslimgemeenschap*, maar laat het aan het volgende representatieve orgaan van de moslimgemeenschap over om zich uit te spreken. De **protestants-evangelische eredienst** brengt de mogelijke erkenning van 80 tot 100 nieuwe lokale gemeenschappen naar voren, waarbij zij betreurt dat het voorstel van kader niet evolutief zou zijn. De **orthodoxe eredienst** tekent bezwaar aan tegen het aantal van 49 bedienaren en wenst het te vervangen door 54. Het voorstel van de Werkgroep, gebaseerd op het huidige kader, bedraagt evenwel 57 betrekkingen.

De Werkgroep herhaalt dat zijn voorstel van kader gebaseerd is op de bestaande effectieve situatie, met enkel een onmiddellijke groeimarge voor de boeddhistische en islamitische gemeenschappen. De resultaten van het vooropgestelde wetenschappelijke onderzoek moeten snel uitmonden in de aanname van een nieuw kader, gebaseerd op objectieve en geverifieerde criteria.

Bepaalde leden van de Commissie voor de Justitie en alle confessionele gemeenschappen maken zich zorgen over een voorstel dat in slechts 5 % verhoging van het kader voorziet; de Werkgroep wijst erop dat die 5%-marge (artikel 29, § 2) slechts doet op mogelijke aanpassingen die nodig zijn vanwege punctuele situaties tussen twee vijfjaarlijkse herzieningen van dat kader.

Bepaalde leden voor de Commissie van de Justitie stellen vragen bij de weging van de verschillende evaluatiecriteria voor de aanpassing van het kader; de Werkgroep raadt immers aan rekening te houden met:

- het voorstel van het representatieve orgaan;
- het aantal lokale gemeenschappen erkend door de gewesten en de Duitstalige gemeenschap;
- de evolutie van de invulling van het kader tijdens de voorgaande jaren;
- de resultaten van de tienjaarlijkse wetenschappelijke onderzoeken;
- het advies van de Hoge Raad voor Levensbeschouwingen.

Er kan geen "wiskundige formule" uitgedokterd worden bij wijze van berekeningsbasis voor het kader van elke levensbeschouwing. Volgens de Werkgroep zijn de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek de belangrijkste factor om rekening mee te houden, waarbij de andere criteria de indicaties ervan kunnen versterken of afzwakken.

Bepaalde leden van de Commissie voor de Justitie zijn bezorgd om de mogelijke maatschappelijke impact van een herziening van het kader naar beneden toe ingevolge de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek. De Werkgroep wijst erop dat de onderzoeksresultaten geen onmiddellijk bewegingseffect op het kader kunnen hebben en raadt aan in dat geval in een milde overgang te voorzien, die de voorkeur geeft aan natuurlijke of vrijwillige vertrekken.

Toekenning van personeel aan het representatief orgaan

Het voorstel van de Werkgroep om de toekenning van personeel aan het representatief orgaan te beperken tot maximaal 10 % van het totale kader krijgt kritiek vanwege de *boeddhistische gemeenschap*, die vindt dat dit voorstel *een belemmering vormt voor de goede organisatie van de levensbeschouwingen in een minderheidspositie*, en vanwege de *Centrale Vrijzinnige Raad*, in naam van *het beginsel van autonomie* van de levensbeschouwelijke organisaties. Hoewel de Werkgroep erkent dat die kanttekeningen enige grond hebben, acht hij het van belang die voorwaarde te handhaven. De belangrijkste rechtvaardiging van de overheidsfinanciering van de levensbeschouwelijke organisaties ligt immers in het maatschappelijk belang ervan, dat zich kennelijk enkel kan manifesteren binnen de context van spirituele en morele bijstand op het terrein ten aanzien van de bevolking. De levensbeschouwingen waarvan de administratieve, beheers- of begeleidingsbehoeften de 10%-norm van het door de FOD Justitie vastgestelde kader overschrijden, moeten die financieren met eigen middelen.

II. Aanvullende bemerkingen over de categorieën en barama's

De representatieve organen van alle levensbeschouwingen hebben aanvragen tot aanpassing van de voorgestelde baramaclassificatie voorgelegd.

In het bijzonder vragen alle levensbeschouwelijke gemeenschappen een vermindering van het aantal functiecategorieën via de fusie van de categorieën C1 en C2 tot een categorie C waarvan de wedde zou overeenstemmen met het gemiddelde van die van de niveaus C1 en C2. De Centrale Vrijzinnige Raad is gekant tegen de opheffing van tussenliggende barama's die thans in zijn geval van toepassing zijn en wenst de toevoeging van andere tussenliggende categorieën.

In een streven naar de vrijwaring van een zekere eenvormigheid tussen de situaties van de verschillende levensbeschouwingen verkiest de Werkgroep vast te houden aan zijn voorstel betreffende een aantal tussenliggende categorieën, tussen de desiderata in. Hij merkt bovendien op dat de confessionele levensbeschouwingen enige flexibiliteit wensen om tegemoet te kunnen komen aan verschillende situaties op personeelsvlak (cumul van meerdere lasten, hogere kost van het levensonderhoud etc.), hetgeen net mogelijk gemaakt wordt middels de handhaving van de twee categorieën C1 en C2.

Meer categorieën, zoals gewenst door de Centrale Vrijzinnige Raad, en de veralgemening ervan over alle levensbeschouwingen heen zou aanzienlijk meerwerk inzake personeelsbeheer betekenen zou de budgettaire planning heel wat complexer maken aangezien de openbare overheden (vanuit grondwettelijk oogpunt) niet kunnen tussenkomen in de benoemingen voor de betrekkingen van bedienaren of afgevaardigden. Een systeem met verscheidene tussenliggende barama's is zonder twijfel enkel denkbaar in het kader van een enveloppensysteem, waarvan de nadelen belicht zijn in het verslag van de Werkgroep.

De **Centrale Vrijzinnige Raad, in samenhang met verschillende vragen van de leden van de Commissie voor Justitie (PS, Ecolo)** is er tegen gekant dat enkel de katholieke eredienst een functie van rang A1 (overeenstemmend met de huidige functie van aartsbisschop) toegewezen krijgt alsook 7 functies van niveau A2 (overeenstemmend met de huidige functie van bisschop) tegenover 1 of 2 voor de overige levensbeschouwingen. De Werkgroep was van oordeel dat de historische erfenis alsook de grootschaligheid van de katholieke eredienst in vergelijking met de andere levensbeschouwingen een grond voor het behoud van een groter aantal staffuncties vormde. Een vergelijkbare motivatie geldt voor het aantal functies van niveau B toegekend aan de katholieke eredienst alsook voor de noodzaak voor deze eredienst om te beschikken over staffuncties, vermits deze eredienst een aanzienlijk aantal betrekkingen van niveau C en D telt. De verdeling van betrekkingen kan uiteraard aangepast worden bij de vijfjaarlijkse kaderherziening, voorgesteld door de Werkgroep.

Aantal betrekkingen per categorie

De **orthodoxe eredienst** vraagt de afschaffing van categorie D, waarvan hij niet inziet waarom deze op hem van toepassing is en niet op de anglicaanse en israëlitische erediensten. De Werkgroep heeft zich gebaseerd op de huidige situatie waarin de orthodoxe eredienst, net als de katholieke eredienst, een functie van onderpastoor kent, terwijl er geen vergelijkbare functie bestaat bij de israëlitische en anglicaanse erediensten.

De **israëlitische eredienst** vraagt de afschaffing van de categorieën A2 (1 betrekking) en B2 (2 betrekkingen) en in plaats daarvan 5 betrekkingen van niveau B1.

De Werkgroep heeft zich gebaseerd op de huidige situatie qua functies binnen de verschillende levensbeschouwingen, met oog voor de noodzaak van een zekere eenvormigheid tussen die gemeenschappen, onder andere wat betreft de toekenning van minstens 1 betrekking van niveau A aan elk. In dit stadium lijkt het de Werkgroep niet wenselijk af te wijken van die lijnen en een doorgedreven individualisering van de situaties toe te staan.

Barema's

De **Centrale Vrijzinnige Raad** protesteert tegen de afwezigheid van baremisatie voor de functies van niveau A. De Werkgroep achtte de blokkering van de wedde voor de functies van niveau A noodzakelijk als gevolg van de mogelijkheid om op

dat niveau af te wijken de regel van verplichte pensionering op 65 jaar. Bovendien is het vastgestelde bezoldigingsniveau reeds hoog.

Verschillende levensbeschouwingen zijn bezorgd om mogelijke derving van wedde voor hun bedienaars of afgevaardigden bij de inwerkingtreding van de nieuwe barema's. De Werkgroep staat daarom juist overgangsmaatregelen voor opdat de wijziging voor niemand derving van wedde tot gevolg zou hebben.

Anciënniteit

De **confessionele levensbeschouwingen** vragen dat de anciënniteit van de bedienaars van de erediensten berekend wordt vanaf 2002, jaar van de erkenning van de niet-confessionele levensbeschouwelijke gemeenschap. De **boeddhistische gemeenschap** eist dat er geen afbreuk zou worden gedaan aan de geldende regels van het openbaar ambt, die de valorisatie van anciënniteit verworven in een andere (zelfs vrijwillige) functie mogelijk maken.

De Werkgroep is van mening dat omwille van de noodzaak om de toename van het budget voor de erediensten en de vrijzinnigheid binnen redelijke verhoudingen te houden, niet aan dat verzoek tegemoet kan worden gekomen. Voorts wijst hij op het problematisch aspect van de beoordeling van de relevantie van anciënniteit die in een andere functie dan die van bedienaar van de eredienst of afgevaardigde is verworven, terwijl zulks voorbehouden zou moeten worden aan het representatief orgaan, wat de openbare overheden voor een voldoende feit zou plaatsen.

De Werkgroep onderstreept nog dat het merendeel van de vrijzinnige afgevaardigden niet in 2002 werd aangeworven, maar naderhand. Overigens konden de Nederlandstalige afgevaardigden van de CVR geen anciënniteit voorafgaand aan hun aanwerving doen gelden.

III. Aanvullende bemerkingen over de pensioenen

De **confessionele levensbeschouwingen** wensen bijkomende afwijkingen van de pensioenregel op 65 jaar. De **Israëlitische eredienst** verwijst naar statuutverlies voor zijn bedienaars die deze leeftijd hebben overschreden, in geval zij op vrijwillige basis in functie zouden blijven.

De Werkgroep wijst er in dat verband op dat de verplichte pensionering op 65 jaar aan twee behoeften beantwoordt: ten eerste de bedienaars van de erediensten in staat stellen om dat algemene werknemersrecht te genieten, en ten tweede de begroting van de erediensten en de vrijzinnigheid binnen aanvaardbare perken te houden. Hij herhaalt dat de bedienaars van de eredienst die tot het pensioen worden toegelaten vanzelfsprekend vrijblijvend functies kunnen uitoefenen op vrijwillige basis, op verzoek van het representatief orgaan.

De **Centrale Vrijzinnige Raad** vindt de mogelijkheid om tot na de leeftijd van 65 jaar in dienst te blijven in betrekkingen van niveau A discriminerend. Aangezien de Werkgroep vastgesteld heeft dat het merendeel van de bedienaars van de erediensten die thans op dat niveau in functie zijn, meer dan 65 jaar oud zijn, vindt zij die afwijking logisch. Zoniet zouden de levensbeschouwingen zich in hun autonomie beperkt kunnen voelen wegens de onmogelijkheid om personen ouder dan 65 in die functies te benoemen, zoals nu vaak het geval is.

De financiële implicaties van de verplichte pensionering op 65 jaar werd niet in detail becijferd zoals dat gebeurd is voor de wedden. Er is wel overleg geweest met vertegenwoordigers van het departement pensioenen, waarbij gezegd werd dat het voorstel financieel haalbaar zou zijn. De werkgroep wijst terzake op het feit dat vrijwilligerswerk de noodzaak voor een spoedige vervanging sterk vermindert. Bovendien is er het terugverdieneffect dat ook niet werd becijferd.

IV. Aanvullende bemerkingen over de representatieve organen

Verskillende levensbeschouwelijke gemeenschappen willen dat het stelsel van fiscale aftrekbaarheid van giften, dat geldt voor de erkende plaatselijke gemeenschappen, zou worden uitgebreid naar de representatieve organen. Aangezien zijn voorstel eveneens een compenserende besparing beoogt voor de openbare overheden die financieringsverplichtingen ten aanzien van de openbare instellingen van de erkende eredienssten hebben, is de Werkgroep niet gekant tegen de eventuele uitbreiding van dat mechanisme naar de representatieve organen.

Verskillende levensbeschouwelijke gemeenschappen hebben de kwestie van de opleiding van de bedienaars en afgevaardigden naar voren gebracht, waarvoor het representatief orgaan verantwoordelijk is in het voorstel van de Werkgroep. De Werkgroep benadrukt dat volgens artikel 21 van de Grondwet als dusdanig de openbare overheden geen opleidingsvoorwaarden aan de bedienaars van de eredienssten mogen opleggen. Wat de organisatie en de financiering van zulke opleidingen betreft, vindt de Werkgroep overigens dat die verantwoordelijkheid zou moeten liggen bij andere beleidsniveaus dan de federale overheid, met voornamelijk de gemeenschappen. De kostprijs van technische of administratieve opleidingen voor het personeel dat is toegekend aan het representatief orgaan zou dan wel ten laste kunnen komen van zijn subsidie. De Werkgroep is bovendien van mening dat de uitbouw van opleidingen inzake levensbeschouwingen in België moet worden aangemoedigd en wil dat de deelstaten daarvoor aandacht hebben binnen hun eigen bevoegdheden inzake onderwijs en voortgezette opleiding.

In het kader van de financiering van het representatief orgaan vraagt de Centrale Vrijzinnige Raad een staat van de financiële kostprijs gedragen door de provincies en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de terbeschikkingstelling en het onderhoud van de gebouwen ten behoeve van de representatieve organen van de confessionele levensbeschouwingen. De Werkgroep wijst erop dat zijn voorstel

voorziet in de toekenning van een subsidie voor de dekking van de kosten gemaakt door het representatieve orgaan om gebouwen te verwerven of te betrekken *enkel in het geval waarin de openbare overheden er geen ter beschikking stellen*. Het lijkt hem niet aangewezen elk representatief orgaan dezelfde som toe te kennen, vanwege enerzijds de ongelijke omvang van de levensbeschouwingen en anderzijds het bestaan van specifieke situaties die zijn overgeërfd uit het verleden (terbeschikkingstelling van gebouwen vs. toekenning van een subsidie, onderhoud van een geklasseerd gebouw vs. onderhoud van een bureauoppervlakte enz.)

Het Centre d'Action laïque drukt zijn bezorgdheid uit met betrekking tot de boekhouding van de representatieve organen. Volgens de Werkgroep is het evident dat de representatieve organen, opgericht onder de vorm van een vzw of een stichting, de boekhoudkundige regels moeten naleven waarin het gemeen recht voor die instellingen voorziet.

De CD&V vindt dat het opleggen van een rechtsvorm aan het representatief orgaan een schending is van de autonomie van de erediensten, bepaald in artikel 21 van de Grondwet. De Werkgroep deelt die mening niet vermits er een keuze is tussen de benaming van de vzw of stichting: alleen handelsbenamingen zijn uitgesloten. Bovendien vindt de Werkgroep het onontbeertlijk dat het representatief orgaan van een levensbeschouwing over een dergelijke rechtspersoonlijkheid beschikt, zodanig dat het inzonderheid bij machte is om giften en subsidies te ontvangen.

Indien deze bepaling of de bepalingen die de rol van de representatieve organen definiëren toch in strijd met artikel 21 van de Grondwet geacht worden, wijst de Werkgroep erop dat hij de wijziging ervan aanbeveelt (blz. 98 van het verslag (NV)).

V. Aanvullende bemerkingen over het wetenschappelijk onderzoek

De levensbeschouwingen benadrukken de noodzaak van een grondige overdenking van de organisatiemodaliteiten van dat onderzoek, vermits de criteria inzake aansluiting en de praktijken variëren van de ene levensbeschouwing tot de andere. De kleinschaligste ervan zijn ongerust over de evaluatie van hun representativiteit.

De Werkgroep is zich daarvan bewust en had daarom geopteerd voor een wetenschappelijk onderzoek waarvan de organisatie zal worden aangestuurd door een pluralistische deskundigengroep, in plaats van een simpele volksraadpleging die slechts reducerend kan werken voor de gestelde vraag. De Werkgroep vindt dat rekening moet worden gehouden met zowel de levensbeschouwingen als de praktijken van de bevolking, omdat er vanzelfsprekend een aanzienlijk onderling verschil kan zijn in het licht van het toegenomen pluralisme. Zo bijvoorbeeld bezoeken velen geen enkele plaats van eredienst of geen enkele instelling voor morele bijstand, wat hun levensbeschouwing ook is, maar is het ook denkbaar dat anderen af en toe plaatsen bezoeken die behoren tot verschillende levensbeschouwingen. In tegenstelling tot de binaire technieken van de volksraadplegingen biedt het onderzoek dat de Werkgroep beoogt en dat op een objectieve en pluralistische leest is geschoeid, een open benadering die afgestemd is op de complexiteit van het huidige landschap van levensbeschouwingen, door antwoorden op een waaiër aan vragen te verzamelen. Met een dergelijke methode is er geen risico op manipulatie van de opinie. De Werkgroep raadt aan dat de onderzoeksmodaliteiten worden vastgelegd in een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

VI. Aanvullende bemerkingen over het systeem van registratie en erkenning

Het getrappt systeem.

Het systeem van registratie en/of erkenning bestaat in een aantal landen binnen Europa.

De erkende levensbeschouwingen hebben in hun opmerkingen geen bezwaar geuit tegen dit voorstel.

In Spanje worden religies die diep ingeworteld zijn in het land geregistreerd. Deze geregistreerde religies kunnen dan een overeenkomst sluiten met de staat en daardoor wettelijke en financiële voordelen verkrijgen. Er bestaan evenwel geen criteria voor het diep ingeworteld zijn.

Denemarken onderscheidt erkende en aanvaarde religies, maar tussen beiden zijn er slechts minimale verschillen.

Het voorstel van de Werkgroep sluit meer aan bij het Oostenrijks systeem, vooral omdat het de Belgische situatie sterk benadert. Wanneer het Europees Hof voor de Rechten van de Mens Oostenrijk veroordeelde o.m. in het arrest 40825/98, Religionsgemeenschap der Zeugen Jehovah's e.a. tegen Oostenrijk, werd het systeem van de registratie niet bekritiseerd, maar wel de lange duur en de ongelijke behandeling van de levensbeschouwingen.

De Werkgroep verwacht dan ook geen fundamentele kritiek vanuit het standpunt van de mensenrechten (CD&V). Vooreerst is een levensbeschouwing niet verplicht om de registratie aan te vragen om te genieten van alle vrijheden inzake godsdienst. Ten tweede bevat het voorstel van de Werkgroep open, duidelijke, gelijke en dus objectieve criteria voor zowel registratie als erkenning. Dergelijke criteria zijn op dit ogenblik voor het verkrijgen van de erkenning niet aanwezig.

waardoor een ongelijke situatie tussen de levensbeschouwingen is ontstaan die in de rechtsteeleer werd bekritiseerd. Ten derde is het voorgestelde systeem van registratie slechts een aanpassing van wat bestaat en worden ook hier open, duidelijke, gelijke en dus objectieve criteria ingevoerd in plaats van de onduidelijke notie "ernstige" levensbeschouwing.

De kostprijs van het nieuwe stelsel.

Verschuillende vragen van leden van de Commissie van Justitie betreffen de kostprijs van het nieuwe voorstel m.b.t. registratie en erkenning en de vrees dat het registratiestelsel enerzijds tot meer aanvragen zou leiden en anderzijds slechts een opstap zou zijn naar de erkenning (Déom, Rutten, Genot, Gewesten).

Volgens de informatie van de bevoegde amptenaren beschikt het FOD Financiën niet over een overzicht van alle levensbeschouwelijke gebouwen die heden vrijstelling genieten van onroerende voorheffing noch over een overzicht van desbetreffende rechtspraak. Bijgevolg is de huidige kostprijs niet gekend .

In tegenstelling tot wat sommige leden van de Commissie van Justitie in hun vragen vrezten, wordt de mogelijkheid om de vrijstelling van onroerende voorheffing aan te vragen door het systeem van registratie enigszins beperkt, nl. door de vereiste van ten minste vijf implantingen in België. Andere criteria zoals het respect voor de mensenrechten, de openbare, vrije en toegankelijke deelname aan de levensbeschouwelijke activiteiten kunnen het bepaalde gecontesteerde bewegingen moeilijk maken om de registratie aan te vragen.

Misbruiken van het systeem omwille van fiscale redenen (Rutten, Genot) zijn volgens de Werkgroep dan ook eerder mogelijk in het huidige systeem daar de administratie noch rechtspraak over vastgelegde criteria beschikt om de ernst van de aanvragende levensbeschouwing te beoordelen.

De Werkgroep denkt derhalve dat de kostprijs van het registratiesysteem wellicht lager zal liggen, maar stelt dat zelfs indien het aantal aanvragen toch hoger zou liggen (quod non), dit niet opweegt tegen het feit dat voortaan de criteria bij wet bepaald zijn en een open, duidelijk en gelijk karakter vertonen. De administratie zal derhalve voortaan over een wettelijke basis beschikken om de aanvraag van vrijstelling van onroerende voorheffing te beoordelen.

In die zin kan men de registratie beschouwen als een eerder administratieve filter (Brotcorne), daar de overheid voortaan zal kunnen beschikken over een overzicht van levensbeschouwingen, die genieten van de vrijstelling van onroerende voorheffing, alsook duidelijk weet wie als de verantwoordelijke van die levensbeschouwingen optreedt. Registratie is evenwel meer dan louter een administratieve filter omwille van de vereiste voorwaarden.

Inhoudelijke elementen.

Hoewel de Werkgroep inspiratie vond bij het Oostenrijks systeem heeft de Werkgroep het aantal vereiste jaren aanwezigheid sterk beperkt (Déom, Schoofs, Bracke). De Europese "Guidelines for legislative Reviews of Laws affecting religions or beliefs", gezamenlijk opgesteld door de OVSE en de Commissie van Venetie, pleiten voor een relatief korte termijn. Bovendien heeft het Europees Hof voor de Rechten van de Mens kritiek geformuleerd op de termijnen van de Oostenrijkse (20 jaar) en Russische (15 jaar) stelsels.

Vooraf voor levensbeschouwingen die reeds een decennia lange evolutie kennen en die via migratie slechts een betrekkelijk korte tijd in een land aanwezig zijn, is de Europese rechtspraak geen voorstander van een lange termijn. De minimale aanwezigheid van vijf jaar en de vijf implantingen tonen trouwens een zeker maatschappelijk nut aan.

De opmerking van meerdere leden van de Commissie van Justitie dat de artikelen 7,7° en 13,8° te ruim geformuleerd is wordt door de Werkgroep als terecht beschouwd. De Werkgroep stelt voor deze artikelen te wijzigen als volgt : de verbintenis van de levensbeschouwing om individuen die veroordeeld zijn wegens handelen of oproepen om te handelen in strijd met de principes...

Het voorstel van de Werkgroep bevestigt de bestaande erkenning van de zeven op dit ogenblik reeds erkende levensbeschouwingen en voegt de Boeddhistische levensbeschouwing, wiens aanvraag op dit ogenblik hangende is, bij de erkende levensbeschouwingen toe (art 15).

Deze acht levensbeschouwingen hoeven zich derhalve niet meer te onderwerpen aan de nieuwe procedure van registratie en erkenning, uiteraard zolang ze voldoen aan de in de wet opgenomen criteria. De Gewesten regelen bij decreet de organisatie van het materiële en financiële bestuur van de lokale gemeenschappen. Bijgevolg stelt de Werkgroep voor om vooraf duidelijkheid te verstrekken met betrekking tot deze bevoegdheid inzake de niet-confessionele levensbeschouwingen.

De registratie en erkenning geldt uiteraard voor de gehele levensbeschouwing, zodat de plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen nog uitsluitend de erkenning door de gewestelijke overheid moeten aanvragen (Déom). Daarom steunt de Werkgroep de opmerking van het Waalse en Brusselse Gewest om in de procedure voor registratie het advies van de Gewesten te voorzien.

De registratie en erkenning betreft de levensbeschouwing zelf, zodat de afzonderlijke parochies of de parochiale verenigingen daar niet ondervallen (V. Déom).

We beschikken op dit ogenblik over geen betrouwbare en door ieder aanvaardbare cijfers m.b.t. de aanhang van een levensbeschouwing in ons land, zodat we geen precies antwoord kunnen geven op de vraag welke andere levensbeschouwingen eventueel een registratie of erkenning kunnen aanvragen (Déom). Voor wat de registratie betreft zou de vereiste van minimaal vijf inplantingen het aantal aanvragen kunnen beperken, terwijl voor wat de erkenning betreft deze slechts kan aangevraagd worden na vijf jaar registratie (dus ten vroegste in 2016/17) en mits voldaan wordt aan de vereiste van minimaal tien inplantingen en een aanhang van minimaal 25000 inwoners. De Werkgroep is van mening dat weinig levensbeschouwingen op dit ogenblik aan deze laatste vereiste voldoen. Bovendien moet de levensbeschouwing zelf het initiatief nemen tot registratie en mogelijk later de erkenning, want de overgang gebeurt niet automatisch.

Bovendien zou bij een eventuele afscheuring van een bepaalde erkende levensbeschouwing de afgescheurde levensbeschouwing de voordelen van de erkenning verliezen tot dat ze de gehele procedure van ten minste tien jaar zou hebben doorlopen.

Het advies van de Gewesten is niet bindend (Schoofs), ook al omdat de federale overheid inzake de erkenning van levensbeschouwingen de enige bevoegde overheid in België is. Het advies van de Gewesten wordt evenwel voorzien omdat de levensbeschouwingen, na te zijn erkend door de federale overheid, de

erkenning van de lokale levensbeschouwelijke gemeenschappen aan de Gewesten kunnen vragen.

Betreffende de sektarische bewegingen (Schoofs, CD&V, Genot) heeft de Werkgroep enige elementen in zijn voorstel opgenomen. Primo wordt in de procedure van registratie het advies van het Informatie- en Adviescentrum inzake schadelijke sektarische organisaties ingewonnen.

Secundo worden in de criteria inhoudelijke voorwaarden opgenomen, die de sektarische groepen moeilijk kunnen voldoen, zoals de vrije, openbare en toegankelijke deelname aan de beleving van het levensbeschouwelijk gebeuren.

Tenslotte meent de Werkgroep dat 100 dagen als een redelijke termijn voor het opstellen van de verdediging kan worden beschouwd. Tot de beslissing genomen is, gebeurt er niets naar de betrokken levensbeschouwing (Schoofs).

Wat art. 1408 § 1,3 Gerechtiglijk Wetboek betreft inzake niet vatbaarheid van beslag, verandert het voorstel van de Werkgroep inhoudelijk niets aan de huidige wetgeving, maar wordt duidelijk bepaald wie dit artikel kan invoeren (Genot).

VII. Aanvullende opmerkingen over het statuut van de bedienaars en afgevaardigden

Het arbeidsrechtelijk statuut

De Centrale Vrijzinnige Raad meent dat een eigen arbeidsrechtelijk statuut voor de bedienaars of afgevaardigden de facto een ongelijkheid creëert tussen de bedienaren of afgevaardigden van de verschillende levensbeschouwingen.

De Werkgroep meent dat enerzijds de autonomie en anderzijds de specificiteit van iedere levensbeschouwing de keuze mogelijkheid verantwoordt.

De rechten van de individuele bedienaars of afgevaardigden worden trouwens beschermd door de verwijzing naar het arbeidsrecht, wanneer de levensbeschouwing zou nalaten een statuut te bepalen.

Het geheel van de confessionele levensbeschouwingen heeft vragen m.b.t. de interpretatie van artikel 31, dat de geregistreerde levensbeschouwingen viseert en artikel 32 dat de erkende levensbeschouwingen betreft.

Artikel 32 § 1 stelt dat de bedienaren en afgevaardigden ingeschreven op het kader en gefinancierd door de burgerlijke overheid, een sui generis statuut hebben, bepaald door de wet. Dit betreft alle rechten en plichten, die in het voorstel van de Werkgroep vervat liggen, vooral op het gebied van sociaal en sociaalzekerheidsrecht.

Artikel 32 § 3 stelt dat het representatief orgaan het statuut vastlegt van zijn bedienaren of afgevaardigden, waarbij de rechten en plichten van iedere bedienaar of afgevaardigde binnen zijn levensbeschouwing worden vastgelegd.

In functie van de verrichte arbeid (bv terreinfunctie, administratieve functie) kunnen eventueel verschillen aangebracht worden, die te verantwoorden zijn door de desbetreffende functie.

Bij gebreke aan een statuut opgesteld door iedere levensbeschouwing, verwijst het voorstel naar de wet op de arbeidsovereenkomsten.

Een lid van de Commissie van Justitie (Brotcorne) wijst er evenwel op dat de bevoegde rechtbank bij een geschil tussen een bedienaar of afgevaardigde en het representatief orgaan, dat nagelaten heeft een statuut op te stellen, zou kunnen besluiten dat er geen arbeidsovereenkomst werd afgesloten, bv omdat een duidelijke band van ondergeschiktheid/gezag ontbreekt en dus de wet op de arbeidsovereenkomsten niet van toepassing zou zijn. Om deze moeilijkheid te vermijden stelt de Werkgroep voor om in artikel 30, 2^{de} lid en artikel 32 §3, 2^{de} lid de verwijzing naar de wet van 1978 te vervangen door een verwijzing naar het arbeidsrecht. De Werkgroep wijst erop dat in een recent doctoraatsproefschrift, verdedigd aan de Vrije Universiteit Brussel, wetenschappelijk aangetoond werd dat het arbeidsrecht van toepassing is in omstandigheden waarin werk wordt verricht zonder dat er sprake is van een specifieke gezagsband.

Binnen het statuut wordt ook bepaald wat onder de maximale beschikbaarheid wordt verstaan. Het geheel van de confessionele levensbeschouwingen meent een contradictie te zien tussen het eerste en tweede lid van artikel 36 en is voorstander dat interne regels de maximale beschikbaarheid vastleggen.

De Werkgroep wijst erop dat het eerste lid voor de maximale beschikbaarheid refereert naar de gemiddelde wekelijkse arbeidsduur van het openbaar ambt en in het tweede lid de representatieve organen opdraagt de modaliteiten zelf te bepalen. Het spreekt vanzelf dat naargelang de aard van de functie (terreinwerk, administratief werk) verschillende modaliteiten kunnen worden vastgelegd.

De wedden

De wedden van de bedienaars of afgevaardigden worden bepaald met enerzijds de wedden van de afgevaardigden van de niet-confessionele organisaties en anderzijds de cumulwedde van de overwegend katholieke bedienaars als referentiepunt. De Werkgroep streefde bovendien gelijkheid na van alle bedienaars of afgevaardigden.

Daartoe worden de wedden van de meeste bedienaars (de hoogste categorie uitgezonderd) verhoogd en de woonst(vergoeding) afgeschaft, zodat het gemeen recht van toepassing is. De financiële implicaties werden becijferd binnen het FOD Justitie door het directoraat generaal Wetgeving en Fundamentele Rechten en Vrijheden, dienst Levensbeschouwingen en Vrijzinnigheid (Brotcorne).

De Werkgroep is het niet eens met de vaststelling dat het voorstel een ernstige financiële achteruitgang van de katholieke bedienaars betekent (CD&V). Binnen de gezamenlijke opmerkingen van de confessionele levensbeschouwingen zijn ook geen sporen daarvan terug te vinden. Bovendien bevat artikel 42 & 3 een bepaling dat weddeverlies uitsluit.

De overheid financiert levensbeschouwingen omwille van hun maatschappelijk nut, dat gerealiseerd wordt door de werking ten overstaan van de bevolking. Dit vereist een voltijdse beschikbaarheid en strijdt derhalve met het uitoefenen van andere beroepsactiviteiten zodat cumul verboden wordt (CD&V, PS). Ook het geheel van de confessionele levensbeschouwingen hebben vragen bij het verbod op cumu, inzonderheid de Joodse, die vooral vreest dat de lage lonen de recrutering van de bedienaars zal bemoeilijken en daarom een cumu van 1/3 vraagt. De Werkgroep wijst terzake op enerzijds de verhoging van de wedden en anderzijds op de mogelijkheid dat een bedenaar of afgevaardigde deeltijds kan werken en als dusdanig andere beroepsactiviteiten zoals levensbeschouwelijk onderwijs of aalmoezenier kan uitoefenen zonder evenwel de 100% loon te overschrijden.

De woonst(vergoeding)

De pastoor kan heden een drevoudige invulling hebben, nl de privéwoning van de bedenaar, het ambtsgedeelte van de kerkfabriek en bij de grote pastorieën een ruimte voor pastorale activiteiten. Slechts de eerste twee functies zijn een financiële verplichting voor de gemeente.

De eerste verplichting wordt afgeschaft en eventueel vervangen door een huur; de tweede mogelijkheid van gebruik blijft ten laste van de gemeente, terwijl het eventueel gebruik van de pastoor voor pastorale activiteiten ook aanleiding geeft tot het vragen van een vergoeding (Brotcorne).

De Centrale Vrijzinnige Raad vraagt een wettelijk verbod op de gratis terbeschikkingstellen van een woning of het verlenen van een woonstvergoeding. De Werkgroep meent dat de afschaffing van de verplichting de facto een verbod inhoudt, onder voorbehoud van de financiële autonomie van de gemeente.

Tenslotte verduidelijkt de Werkgroep dat het beroepsgeheim, dat in artikel 35 wordt bepaald opgevat moet worden in de zin van het gemeen recht. Het voorstel wijzigt terzake de bestaande regelgeving niet (Brotcorne).

VIII. Aanvullende opmerkingen over de Hoge Raad voor Levensbeschouwingen

De Centrale Vrijzinnige Raad verzet zich tegen het idee om een Hoge Raad voor Levensbeschouwingen op te richten. Hij verwijst daarbij naar een onevenwicht tussen de universitaire deskundigen en de vertegenwoordigers van de levensbeschouwingen, alsook te strenge voorwaarden voor de indiening van een minderheidsnota en het probleem van het samenstellen van een bureau dat zelf evenwichtig is vanuit levensbeschouwelijk oogpunt.

De Werkgroep vindt dat dit multilaterale dispositief een belangrijke inzet is qua maatschappelijke integratie en transparantie. Het belang van de integratie van de levensbeschouwingen, geloofsgemeenschappen en levensbeschouwelijke gemeenschappen is ook een significant element om de gelijkheid tussen alle levensbeschouwingen te verzekeren.

De verdeling tussen deskundigen, levensbeschouwelijke vertegenwoordigers en functionarissen kan worden aangepast zonder de logica van het systeem te veranderen.

De Werkgroep staat ook gunstig tegenover een wijziging van zijn hoofdverslag, zodanig dat een individuele minderheidsnota kan worden ingediend. Hij stelt voor dat een taalevenwicht van elke levensbeschouwing wordt verzekerd middels de opdeling tussen werkend lid en vervangend lid.

Aangezien de Raad geen beslissingsmacht heeft, raadt de Werkgroep aan dat hij enkel zou kunnen beraadslagen op basis van consensus. Wat de wraking van een vertegenwoordiger van een levensbeschouwing door een andere vertegenwoordiger betreft, meent de Werkgroep dat een dergelijke faculteit in strijd is met het grondwettelijke beginsel van autonomie. Wel kan de wet eventueel voorzien in de voorwaarden, bijvoorbeeld qua veiligheid, die gepaard zouden gaan met deze vertegenwoordiging.

IX. Aanvullende bemerkingen over de soorten lokale implantaties

Na lezing van verschillende vragen van de leden van de Commissie voor de Justitie vindt de werkgroep het nuttig te verduidelijken dat het door de Werkgroep voorgestelde stelsel inhoudt dat met name de gewesten aanbevolen wordt om vier soorten implantaties op lokaal vlak te onderscheiden:

1. de erkende implantaties van erkende levensbeschouwingen (door gewestelijke erkenning in samenwerking met de federale overheid);
2. de implantaties aangegeven door geregistreerde levensbeschouwingen (door gewestelijke registratie in samenwerking met de federale overheid);
3. de implantaties die niet zijn erkend krachtens het overheidsstelsel, maar niettemin aangegeven door het representatief orgaan van de erkende levensbeschouwingen (die implantaties zouden dezelfde voordelen genieten als categorie 2);
4. de overige implantaties, grondwettelijk vrij, maar zonder overheidssteun.

De Werkgroep benadrukt het belang van categorie 3 met het oog op het wegnemen van verschillende negatieve gevolgen van onzekerheid, ondoorzichtigheid of discriminatie bij de invoering van de stelsels.

Inhoudsopgave

I.	Aanvullende bemerkingen over het global kader	3
II.	Aanvullende bemerkingen over de categorieën en barema's.....	6
III.	Aanvullende bemerkingen over de pensioenen.....	9
IV.	Aanvullende bemerkingen over de representatieve organen.....	10
V.	Aanvullende bemerkingen over het wetenschappelijk onderzoek.....	12
VI.	Aanvullende bemerkingen over het systeem van registratie en erkenning.....	13
VII.	Aanvullende bemerkingen over het statuut van de bedienaars en afgevaardigden.....	18
VIII.	Aanvullende bemerkingen over de Hoge Raad voor Levensbeschouwingen.....	21
IX.	Aanvullende bemerkingen over de soorten lokale inplantingen.....	22